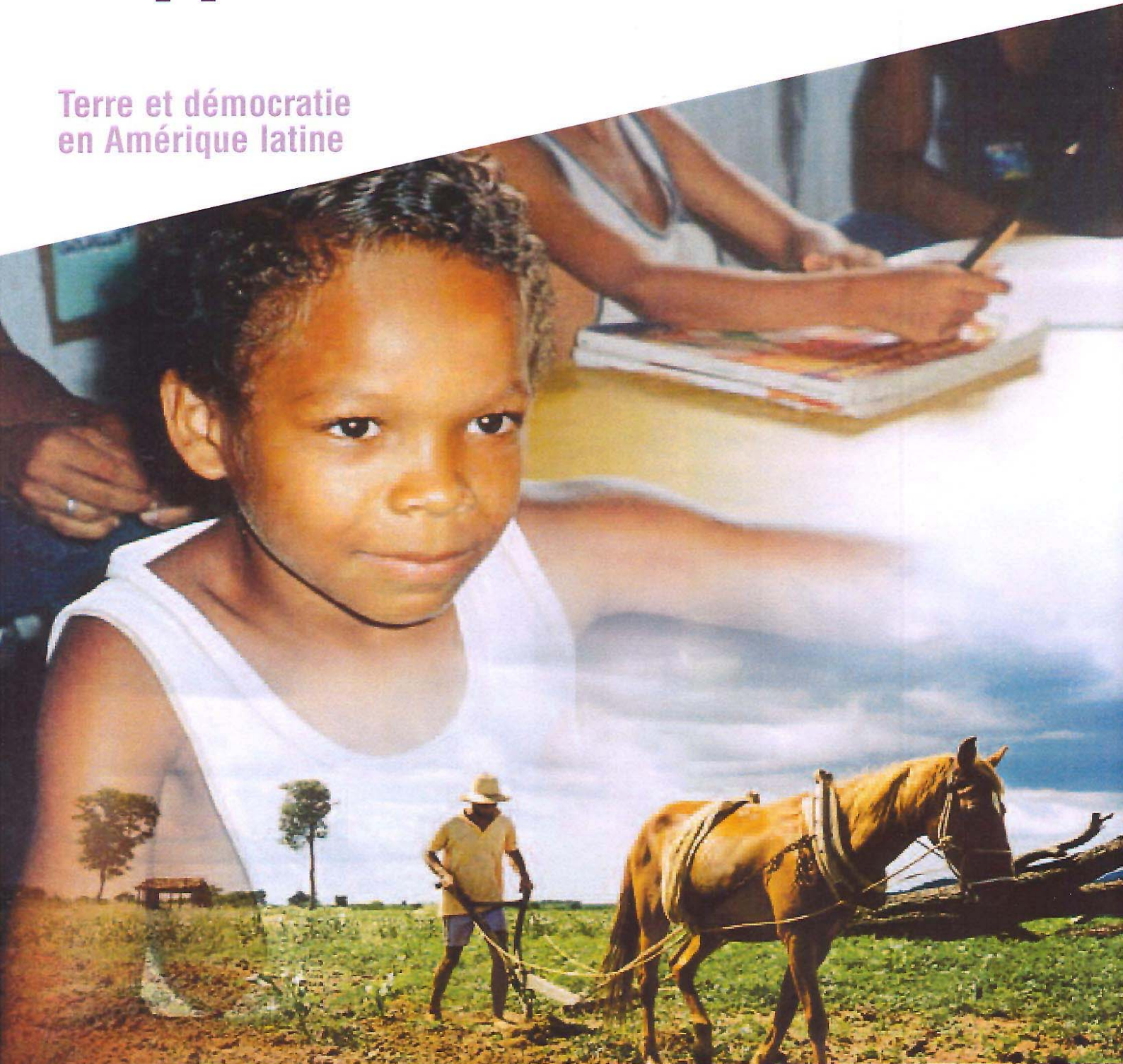


Notre Jeûne fédéral

# Rapport d'activité 2005

Terre et démocratie  
en Amérique latine



◀ helvetas ▶

SWISSAID 

 ACTION DE CARÊME

 PAIN POUR LE PROCHAIN

# Introduction

Après avoir soutenu des projets en Inde, au Népal et en Afrique subsaharienne, l'action **Notre Jeûne fédéral** a entamé, en 2005, un nouveau cycle de trois ans consacré à des projets en Amérique latine. «Terre et démocratie», tel était le thème de l'année 2005. La question de l'accès à la terre reste au centre des revendications de nombreux paysans, de paysannes et d'ouvriers agricoles sur le continent latino-américain. En effet, l'organisation de la propriété foncière mise en place au début du XX<sup>e</sup> siècle permet encore, à l'heure actuelle, à une petite élite d'exploiter un grand nombre de travailleurs ruraux. Ces derniers demandent une plus juste répartition des terres que ce soit au Brésil, en Colombie ou au Guatemala. La mondialisation contribue elle aussi à aggraver les disparités sociales. Les économies latino-américaines ont opté pour la culture intensive de denrées destinées à l'exportation, accroissant ainsi l'insécurité alimentaire et la pauvreté de millions d'êtres humains. Pour obtenir cette réforme agraire tant espérée ou réexaminer ces choix économiques, il faut qu'une réelle démocratie soit instaurée. Les projets des quatre organisations – Action de Carême, Helvetas, Pain pour le prochain et Swissaid – financés en 2005 visaient à renforcer les organisations paysannes pour qu'elles puissent mieux faire entendre leurs revendications et défendre les droits de la population rurale.

En 2006 et 2007, ce sont sur les thèmes «Terre et agriculture durable» et «Terre et environnement» que se poursuivra l'action **Notre Jeûne fédéral**.

## Principes des projets présentés

Les projets de l'Action de Carême, Helvetas, Pain pour le prochain et Swissaid, dont les rapports d'activité 2005 sont présentés ci-après, répondent à des critères communs.

### *Des communautés comme groupes cibles*

Chaque appui s'adresse à un groupe de population précis et est coordonné avec d'autres acteurs de la société civile, voire avec l'Etat.

### *La coopération avec les partenaires du Sud*

Les critères de partenariat impliquent de leur part le respect des droits des communautés avec lesquelles elles collaborent. Ils impliquent qu'elles assument leurs devoirs envers les organisations et les bailleurs de fonds.

### *L'accompagnement, le suivi et l'évaluation*

L'accompagnement et le suivi de chaque projet sont assurés à travers des rapports réguliers des partenaires et des voyages sur le terrain des responsables de programmes. Les évaluations continues de chaque intervention, effectuées ensemble entre partenaires locaux et ONG, sont menées, si nécessaire, avec des consultants extérieurs et permettent de mesurer les effets et les résultats des projets.

### *La professionnalisation et la spécialisation*

Chacune des quatre organisations travaille avec une équipe de professionnels de la coopération et des spécialistes dans ses propres domaines. Ces équipes sont responsables de concrétiser les lignes directrices de chaque organisation dans des projets de développement en collaboration avec les partenaires au Sud. Afin de réaliser un travail de bonne qualité, une spécialisation par domaine d'intervention et une concentration géographique se révèlent indispensables.

## **Utilisation des apports financiers et remerciements**

Les quatre ONG Action de Carême, Helvetas, Pain pour le prochain et Swissaid assurent que les dons et les subventions qu'elles reçoivent pour leurs projets de développement dans le Sud sont utilisés avec professionnalisme, efficacité et transparence. Les organes directeurs et de contrôle des quatre organisations définissent, sélectionnent et vérifient tous les projets réalisés sur le terrain. Des institutions extérieures aux ONG sont responsables des contrôles comptables prévus par la loi.

**Elles remercient chaleureusement les différents partenaires de leur engagement et de leur générosité – Comités cantonaux, communes et cantons, paroisses et donateurs privés – puisque chacune des organisations a pu verser 133 000 francs dans son projet. Elles adressent un remerciement tout particulier aux autorités du canton de Neuchâtel, qui appuient l'action Notre Jeûne fédéral par une subvention importante.**



## **Action de Carême – Guatemala**

**Soutien aux familles sans terre à travers un accompagnement étroit et des formations**

### **Contexte et objectifs**

La question de la propriété de la terre était l'une des causes centrales de la guerre civile au Guatemala. Depuis, la situation ne s'est pas beaucoup améliorée. D'un côté, il y a toujours le même petit nombre de propriétaires fonciers qui disposent de superficies énormes et, de l'autre, il y a toute une masse de petits paysans qui ne détiennent pas de terre et qui luttent pour leur droit à en obtenir.

Les partenaires du projet sont des familles de paysans pauvres qui s'adressent à la Pastorale sociale de l'Eglise catholique au Petén pour y trouver un accompagnement et les connaissances nécessaires afin de faire respecter leur droit auprès de l'Etat guatémaltèque. Celui-ci s'est engagé, en signant les accords de paix, à résoudre le problème de la terre et à offrir à la population rurale les ressources nécessaires.

### **Objectif principal**

Contribuer, à travers un accompagnement juridique et une formation spécifique, à ce que les paysannes et les paysans (majoritairement indigènes) puissent obtenir des titres de propriété pour leur terre et inscrire leur propriété dans les cadastres. Réduire ainsi les effets sociaux négatifs des conflits autour de la question de la terre.

### **Objectifs spécifiques**

- Accompagner et appuyer la population rurale dans ses efforts pour obtenir des titres de propriété.
- Accompagner les équipes paroissiales dans leur engagement pour réduire les conflits autour de la question de la terre et dans les négociations avec les différentes instances étatiques.
- Promouvoir et renforcer les connaissances des paysannes et des paysans sur les procédures de légalisation quant à la propriété de la terre.
- Former, conseiller et accompagner les équipes paroissiales et les *promotores jurídicos comunitarios*.
- Suivre les procès juridiques en cours.
- Renforcer le réseau régional des *promotores jurídicos comunitarios* pour que ceux-ci puissent mieux répondre aux demandes des communautés.

### **Activités et résultats**

L'Office d'assistance juridique (OAJ) du vicariat apostolique du Petén a fonctionné, durant la période du projet, selon la planification initiale et a pu continuer avec son travail important pour les paysans de la région. L'OAJ a les conseillés, durant ces douze mois, sur des questions juridiques. Il a assuré des formations pour la base et soutenu les paroisses dans la résolution des conflits.

### **Résultats des objectifs spécifiques**

- L'OAJ a soutenu juridiquement 1346 cas. Il s'agissait de demandes, auprès du Fonds étatique de terre, à propos de l'élaboration de documents notariés, d'inscriptions dans le cadastre *Registro General de la Propiedad* et de l'obtention ou de la modification d'actes de naissance. Grâce à cet appui, ces personnes ont pu faire valoir leurs droits et régulariser leur situation.
- Six cas de conflit autour de la terre entre propriétaires fonciers et groupes de familles paysannes ont pu être résolus.
- Par le biais de visites dans les paroisses, l'OAJ a pu sensibiliser et former des organisations paysannes. Pendant les douze mois, 50 visites ont été effectuées et 687 personnes ont été formées dans le domaine des procédures juridiques pour obtenir et légaliser une terre.
- Les équipes et les *promotores jurídicos comunitarios* ont été formés en :
  - droit à la terre
  - cadastre
  - droit concernant les Conseils locaux de développement (Cocodes)
  - droits de l'homme
  - résolution des conflits.
- Onze cas de conflit liés à la terre ne sont pas encore résolus et seront encore suivis par les équipes paroissiales et les *promotores jurídicos comunitarios*.
- Le réseau des *promotores jurídicos comunitarios* a été renforcé à travers des rencontres pendant les visites dans les paroisses.

*Action de Carême a reçu 133 000 francs de l'action **Notre Jeûne fédéral** pour son projet au Guatemala.*

# Helvetas - Guatemala

## Renforcer les communes et l'information au service des communautés paysannes

### Contexte et objectifs

Dans le processus de décentralisation en cours au Guatemala, les communes sont devenues des acteurs prioritaires du développement. Les 331 communes politiques rurales que compte le pays doivent désormais assumer la tâche particulièrement sensible de la gestion des terres et de leur accès. Mais elles ne disposent le plus souvent pas des compétences nécessaires pour assumer ces nouvelles responsabilités, sans parler du manque de ressources. Par l'intermédiaire de l'Institut Muni-K'at, dont le nom signifie «réseau de communes», Helvetas appuie les communes de la région de Quetzaltenango sur les hauts plateaux pour améliorer leurs services à la population et promouvoir une gouvernance participative, dans le cadre de laquelle les citoyens peuvent revendiquer leurs droits, notamment à la terre.

Parallèlement, les communes, mais aussi la population locale, majoritairement composée de communautés indigènes, n'ont pas suffisamment accès à l'information, qui est pourtant un élément essentiel pour assurer la participation politique, la connaissance de ses droits ou encore favoriser les échanges d'expériences. C'est pourquoi Helvetas soutient l'agence de presse Inforpress. Qui permet aux communes et à la population rurale du Guatemala d'accéder à l'information à travers notamment un bulletin d'information qui paraît deux fois par semaine et un site internet pour les communes.

### Objectifs

- Renforcer les compétences des communes en matière de gouvernance participative.
- Renforcer les compétences des communautés locales en matière de participation politique et d'accès à la terre.
- Offrir un appui technique aux communes, notamment avec des projets de développement.
- Inciter les communes d'autres régions à répliquer les expériences faites dans la région de Quetzaltenango.
- Assurer un service d'information efficace pour les communes et la population, aussi au-delà du cadre local.

### Activités et résultats

En 2005, les activités de Muni-K'at ont bénéficié à 118 374 personnes, soit la population des communes de la région de Quetzaltenango. Et 797 personnes ont directement bénéficié de mesures de formation; 221 ont ainsi été formées en développement local (théorie, participation sociale, gestion de projets), 229 en gestion du territoire (administration des terres, cadastre, questions juridiques, géographie), 80 en informatique (internet, Power Point, Excel et Word) et 267 en législation municipale (planification, participation, achats publics).

Muni-K'at a aussi apporté un appui technique à des communes pour la construction et la réhabilitation de routes d'accès, de deux adductions d'eau potable (avec environ 1000 bénéficiaires chacune) et d'un bâtiment communautaire. Enfin, Muni-K'at a publié un manuel sur les expériences effectuées dans la région de Quetzaltenango, afin qu'elles puissent profiter à des communes rurales dans d'autres régions.

Pour sa part, le service d'informations municipales d'Inforpress a touché quelque 160 communes, aussi bien avec le bulletin d'information qu'avec la mise à disposition d'une plateforme internet. Le contenu des informations reçues par les communes concerne en priorité des informations politiques et techniques. Les communes ont aussi mis les moyens

d'information d'Inforpress à la disposition de leur population, par exemple dans des bibliothèques communales. Enfin, Inforpress a assuré des formations (information tant politique que technique, outils internet) pour 316 employés des administrations communales.

On peut trouver des informations sur le service d'informations municipales d'Inforpress sur <http://www.inforpressca.com/municipal/>

*Helvetas a reçu 130 500 francs de l'action **Notre Jeûne fédéral** pour son projet au Guatemala.*

## **Pain pour le prochain au Brésil**

### **Un engagement en faveur des sans terre**

#### **Contexte et objectifs**

En 2005, 117 000 familles de paysans sans terre ont obtenu des terres dans le cadre de la réforme agraire. Les mouvements sociaux critiquent cependant le fait que les terres attribuées sont en grande partie des terres fédérales et qu'aucun changement structurel visant à réduire les propriétés des grands propriétaires fonciers n'ait eu lieu. L'objectif du gouvernement Lula, qui était d'installer 400 000 familles jusqu'à fin 2006, ne sera pas atteint. Les partenaires que Pain pour le prochain finance via l'EPER constatent une crise de la démocratie. La population ne se reconnaît pas dans le système de représentation. Elle demande la démocratisation du système des partis politiques et le droit au plébiscite pour pouvoir décider des questions qui les concernent. Les mouvements sociaux tels le MST (Mouvement des paysans sans terre) et le MPA (Mouvement des petits agriculteurs) se sont organisés et mobilisés à plusieurs reprises pour protester contre la politique de l'actuel gouvernement. Ils demandent la mise en œuvre d'un programme politique de développement répondant aux besoins des populations (accès à la terre et à l'eau, accès à un revenu, à un logement digne, à l'éducation et à la santé). En mai 2005, 12 000 militants du MST ont fait une marche, d'une durée de deux semaines, pour la réalisation de la réforme agraire. Les mouvements sociaux sont convaincus que la seule force pour combattre les causes de la pauvreté et promouvoir la justice sociale et la démocratie réside dans la prise de conscience et la lutte des populations. Le travail de conscientisation, de formation et d'organisation a donc été prioritaire pour tous les partenaires, tout au long de l'année 2005.

#### **Objectifs**

- Accès à la formation et à l'éducation en milieu rural.
- Accès aux politiques publiques.
- Démocratisation de l'accès à la terre, à l'eau et aux moyens de production.
- Droit à l'alimentation et sécurité alimentaire.

#### **Activités et résultats**

##### *MST (Mouvement des paysans sans terre)*

Pain pour le prochain a appuyé le programme de formation de base du MST dans les régions Nord et Nord-Est. Le principal but de la formation portait sur l'amélioration des connaissances et du potentiel d'analyse des travailleurs ruraux. Le MST a réalisé des formations continues pour 2100 jeunes et adultes dans les domaines suivants : agriculture familiale et durable, droit foncier, droit à l'alimentation, formation civique et analyse du contexte, histoire, géographie, portugais et gestion. Et 120 jeunes ont suivi une formation supérieure dans les trois universités avec lesquelles le MST a établi un partenariat. Pour tenter d'éviter que les jeunes désertent les campagnes et remédier à ce problème, le MST a organisé des caravanes culturelles – théâtre, musique, capoiara, littérature – dans différents

villages *assentamentos* et petites villes. Il a également renforcé la formation de dirigeants – *leaders*. En plus, les jeunes ont été intégrés dans les activités de production. Les femmes ont participé de manière égale à toutes ces activités. En plus, elles ont organisé des séminaires abordant le thème de la situation des femmes en milieu rural.

Le projet spécifique de formation d'instituteurs, jardinières d'enfants et formateurs d'adultes a permis de former 110 personnes. Des efforts ont été faits pour intensifier le dialogue avec les communes afin de promouvoir une éducation de bonne qualité et adaptée au milieu rural. Les parents d'élèves ont participé à l'élaboration du programme scolaire et des méthodes pédagogiques. Une attention particulière a été portée à l'éducation préscolaire.

#### *CESE (Service œcuménique de projets)*

Vingt associations de petits paysans et de femmes vivant en milieu rural ont reçu un appui en 2005. Ce soutien avait pour but d'améliorer la production agricole et d'introduire le commerce équitable sur le marché local. Le renforcement de l'organisation de ces associations et leur mise en réseau, en vue de leur permettre par la suite d'exercer une influence sur les politiques publiques en matière d'agriculture familiale et durable, étaient au centre des activités de formation.

#### *CEAS (Centre d'études et d'action sociale)*

Grâce au travail de formation et d'accompagnement du CEAS, le Mouvement des petits agriculteurs a été renforcé. Et 308 familles ont obtenu la légalisation de leurs terres, 80 ont occupé de nouvelles terres. Dans deux villages *assentamentos*, l'eau courante et l'électricité ont été installées. Vingt nouveaux leaders paysans (dont 12 femmes) ont été formés. Les familles de petits agriculteurs se sont organisées pour la commercialisation collective des produits agricoles (café, maïs, haricots, fruits).

*Pain pour le prochain a reçu 133 000 francs de l'action Notre Jeûne fédéral pour les projets qu'elle soutient par le biais de l'EPER au Brésil.*

## **Swissaid – Colombie**

### **La terre, facteur de production, mais aussi et toujours élément de survie et de liberté**

#### **Contexte et objectifs**

Quatre ans après avoir institué une politique dite de «sécurité démocratique», le président Alvaro Uribe Vélez devra convenir que la situation ne s'est guère améliorée : les droits fondamentaux des communautés tant *indígenas* et noires que paysannes sont reconnus par la Constitution mais non appliqués. Et ils sont 4 millions de Colombiens, selon le PNUD, à vivre avec moins de 1 dollar par jour, donc confrontés à une misère crasse (8,2 % de la population). La Colombie est ainsi classée au 69<sup>e</sup> rang (sur 177) sur l'échelle des pays souffrant de pauvreté.

La concentration de la terre dans la région pacifique suit étonnamment deux mouvements contradictoires : d'une part, la terre légalement dévolue à la petite paysannerie se partage entre un nombre de plus en plus grand de paysans, alors que, d'autre part, des surfaces agricoles de plus en plus grandes se retrouvent dans de moins en moins de mains de grands propriétaires terriens. Cet oligopole de puissants s'allie pour produire de la coca ou alors des monocultures de palme africaine, la deuxième huile la plus consommée de par le monde. Mais les organisations communautaires rurales restent des plus vigilantes et s'élèvent contre les chefs paramilitaires qui exigent en outre de recevoir, en échange de leur démobilisation, des centaines d'hectares de terre fertile volée aux communautés qu'ils ont eux-mêmes

déplacées. Et les simples soldats se verront, eux, offrir du travail dans ces mégaplantations de palme africaine, implantées illégalement sur les territoires collectifs ancestraux des communautés paysannes afro-colombiennes.

Les deux partenaires de Swissaid en Colombie sont le Consejo Comunitario del Rio Cajambre, qui regroupe au sud de Buenaventura des communautés noires le long de la rivière Cajambre, sur la côte Pacifique, et l'Association de producteurs de Ceja de Mango dans le département de Sucre, une région sèche de la savane.

### **Objectif principal**

Chassés de leurs villages, les petits paysans, les communautés noires et les *Indígenas* ne se reconnaissent que dans la terre. En tant que ressource pour leur alimentation bien naturellement, mais encore dans l'image qu'ils ont d'eux-mêmes et dans un espace de liberté qui leur est trop souvent, dans ce pays, confisqué.

### **Objectifs spécifiques**

- Renforcer les communautés locales et les organisations de base.
- Donner aux communautés locales le contrôle territorial et son management.
- Participer à la mise en place d'une société démocratique.
- Améliorer la sécurité alimentaire, récupérer la biodiversité et la défendre.

### **Activités et résultats**

La société civile soutenue par l'Eglise a mis sur pied des plates-formes humanitaires (*Mesas Humanitarias*) pour se défendre face aux multiples infractions aux normes internationales des droits humains et faire face à la volonté du gouvernement qui entend modifier la législation tant sur le travail, l'accès aux crédits, l'eau, la forêt, les mines que la justice. Avec un but primordial : garantir l'intégrité des territoires – reconnus comme entités inaliénables – et leurs ressources.

Les organisations partenaires de Swissaid planifient donc des actions de sensibilisation pour trouver un espace de dialogue entre les communautés locales, les institutions, les autorités municipales et des indigènes qui doit déboucher sur des stratégies et des actions communes afin de garantir la viabilité de ces territoires et des populations qui y ont élu domicile.

### **Résultats des objectifs spécifiques**

Les familles du Rio Cajambre qui ont bénéficié de la phase V de ce projet sont au nombre de 750, regroupant 3875 âmes.

- Le gouvernement local est devenu un interlocuteur reconnu sur ce territoire et une assemblée faîtière a été élue.
- Un travail en amont a pu préparer la communauté vers la démocratie.
- Le conseil communautaire s'est entouré d'instances ouvertes aux problèmes spécifiques des jeunes et notamment des jeunes filles.
- La planification territoriale est en bonne voie, puisque différentes zones ont été définies, notamment celles visant à protéger les bois précieux.
- Un plan régleme dorénavant la protection des espaces de la biosphère, convoités par des pirates de tous bords.
- Les femmes qui veulent s'investir dans les instances dirigeantes sont encouragées.
- La promotion de systèmes de production a porté ses fruits puisque 36 familles ont pu unir leurs forces et produire 6000 plants de bananes, 5000 de yucas, 100 arbres fruitiers, 750 kg de riz pour les semences.
- Grâce à l'échange de savoir-faire entre les communautés, 25 autres familles ont pu apprendre comment extraire l'huile de palme.

- Un projet est à l'étude pour ouvrir une scierie afin d'élargir la palette des emplois à offrir à la jeunesse.

L'association des producteurs de Ceja de Mango dans le département de Sucre avait pour but de développer des stratégies visant la sécurité alimentaire.

- Les zones dites sèches ont été mises en valeur.
- Le développement durable des ressources naturelles a été promu.
- Des systèmes d'arrosage ont été mis sur pied qui privilégient le recyclage de l'eau.
- Pour assurer la sécurité alimentaire, les efforts ont porté sur la création de jardins potagers (10 supplémentaires) et la diversité des cultures.
- La promotion de différents systèmes de production a permis la construction de quatre puits et l'élevage de 1800 alevins.
- Des registres relevant précisément la production ont été mis à la disposition des producteurs.
- Un site communautaire a été créé pour l'élaboration d'intrants organiques.
- Six des sept parcelles prévues à cet effet ont été mises en valeur pour la pâture.
- Les droits des femmes – au nombre de onze, réunies au sein d'une association – ont été reconnus et les capacités desdites mises en valeur.

*Swissaid a reçu 133 000 francs de l'action **Notre Jeûne fédéral** pour ses deux projets en Colombie.*